



N°95/2019/CTE

EXTRAIT DU REGISTRE... / IDV  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Date de convocation 20/12/2019
Date d'affichage 20/12/2019
Date de séance 30/12/2019

L'an deux mille dix-neuf, le Trente du mois de Décembre à 16 heures.

Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie de TARAVAO en séance publique sous la présidence de Monsieur JAMET Anthony, le Maire.

Report de la réunion du conseil municipal du 26/12/2019, le quorum n'étant pas atteint.

Etaient présents :

Nombre de conseillers		Nom – Prénom	Présent	Absent	Procuration	VOTE		ABSTENTION
						POUR	CONTRE	
En exercice	33	JAMET Anthony, Maire	X			X		
Présents	20	VIVISH Titaua, 1 <sup>er</sup> Adjoint	X			X		
Procuration	03	LEHARTEL Moana, 2 <sup>ème</sup> Adjoint	X			X		
Absents	13	PAEPAETAATA Naura, 3 <sup>ème</sup> Adjoint		X				
Votants	20	DUFOUR Robert, 4 <sup>ème</sup> Adjoint	X			X		
Pour	23	ATANI Hérold, 5 <sup>ème</sup> Adjoint	X			X		
Contre	0	SUHAS Mata, 6 <sup>ème</sup> Adjoint	X			X		
Abstention	0	FANAURA Saindy, 7 <sup>ème</sup> Adjoint	X			X		
<b>Délibération N°95/2019/CTE</b> <i>Instituant le temps partiel et fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que pour les agents non titulaires de droit public employés depuis plus d'un an, dans la commune de Tairapu-Est</i>  <i>Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie dans les délais légaux</i>		RUA Claude, 8 <sup>ème</sup> Adjoint		X	Titaua VIVISH	X		
		TEURU Séverine, 9 <sup>ème</sup> Adjoint		X				
		LENOIR Patricia, Maire Délégué de TAITIRA	X			X		
		TERAITETIA Annabella, Maire Délégué de PUEU	X			X		
		MANA Vaea, Maire Délégué de FAAONE		X				
		GANIVET Antoine, Conseiller Municipal	X			X		
		MAAMAATUAIAHUTAPU Keitapu, Conseiller municipal	X			X		
		TOTELE Sulia, Conseillère municipale	X			X		
		MANA Faarahia, Conseiller Municipal	X			X		
		BUTSCHER Hereiti, Conseillère municipale	X			X		
		LUCAS Béatrice, Conseillère municipale	X			X		
		CHUNG SAO Willy, Conseiller Municipal		X				
		PAHEROO Marcelle, Conseillère municipale	X			X		
		NUUPURE Juliette, Conseillère municipale	X			X		
		PATER Marcel, Conseiller Municipal	X			X		
		NUUPURE Voltaire, Conseiller Municipal		X				
		MARERE Teipotemarama, Conseillère municipale		X	Sulia TOTELE	X		
		FARAHEI Vane, Conseiller Municipal		X				
		HAPAIRAI Frédéric, Conseiller Municipal		X				
		TETUANUI Eugène, Conseiller Municipal		X				
		TIHONI Nélia, Conseillère municipale		X				
		TEFAAFANA Théodore, Conseiller Municipal		X	Anthony JAMET	X		
		TAHITO Virginie, Conseillère municipale		X				
		METUA Pierrot, Conseiller Municipal	X			X		
		FAUA Ariitea., Conseiller Municipal	X			X		

Formant la majorité des membres en exercice.



**NOTE DE PRESENTATION**  
**N°95/2019/CTE**

**OBJET :** Instituant le temps partiel et fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que pour les agents non titulaires de droit public employés depuis plus d'un an, dans la commune de Taïarapu-Est

Les principes généraux pour le temps partiel sont fixés par les dispositions législatives et réglementaires suivantes :

- l'ordonnance n°2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ;
- le décret n°2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
- le décret n°2011-1552 du 15 novembre 2011 portant dispositions applicables aux agents non titulaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
- l'arrêté n°1085 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié relatif à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail dans la fonction publique des communes, des groupements de communes et de leurs établissements publics administratifs ;
- l'arrêté n°1098 DIPAC du 5 juillet 2012 définissant la durée du service à temps partiel des agents non titulaires ;

Il existe deux types de temps partiel : sur autorisation ou de droit.

Le temps partiel sur autorisation s'adresse aux fonctionnaires titulaires et stagiaires occupant un poste à temps complet ainsi qu'aux agents non titulaires de droit public employés à temps complet et de manière continue depuis plus d'un an.

L'autorisation qui ne peut être inférieure au mi-temps, est accordée sur demande des intéressés, sous réserve des nécessités, de la continuité et du fonctionnement du service et compte-tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail.

Le temps partiel de droit s'adresse aux fonctionnaires titulaires ou stagiaires et aux agents non titulaires de droit public employés de manière continue depuis plus d'un an, occupant un poste à temps complet ou non complet.

Il est accordé sans appréciation de la collectivité à l'agent qui en fait la demande dès lors qu'il remplit les conditions y ouvrant droit.

Seul l'aménagement du temps de travail est soumis aux nécessités de service pour des quotités de 50, 60, 70 ou 80%.

Dans les deux cas, le travail peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel.

L'initiative en revient à l'agent qui formule sa demande à l'autorité territoriale.

Le temps partiel est suspendu pendant les congés de maternité, d'adoption et de paternité ou pour une session de formation incompatible avec l'exercice d'un temps partiel.



**NOTE DE PRESENTATION**  
**N°95/2019/CTE**

La réglementation précitée fixe le cadre général dans lequel s'exerce le temps partiel mais ne réglemente pas certaines modalités qui doivent être définies à l'échelon local.

En effet, au nom du principe de libre administration des collectivités locales, la durée du travail des agents est fixée par l'organe délibérant, dans les limites déterminées par la réglementation et compte-tenu des besoins des services.

Il appartient donc au Conseil Municipal, après avis du Comité Technique Paritaire, d'ouvrir la possibilité d'exercice du temps partiel dans la collectivité et d'en définir les modalités d'application.

C'est au Maire chargé de l'exécution des décisions du Conseil Municipal d'accorder des autorisations individuelles, en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et de la présente délibération.

Tel est le projet de délibération qui vous est soumis pour approbation.



**- DELIBERATION N°95/2019/CTE du 30/12/2019 -**

Instituant le temps partiel et fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que pour les agents non titulaires de droit public employés depuis plus d'un an, de la commune de Taiarapu-Est

**- LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE TAIARAPU-EST -**

**Ayant été régulièrement convoqué et le quorum ayant été atteint ;**

**Sous la présidence du maire de la commune ;**

- *Vu la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;*
- *Vu la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;*
- *Vu la loi n°71/1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à la création et à l'organisation des communes dans le Territoire de la Polynésie française ;*
- *Vu l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics rendue applicable le 1<sup>er</sup> mars 2008 ;*
- *Vu l'ordonnance n°2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ;*
- *Vu le décret n°72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le Territoire de la Polynésie française ;*
- *Vu le décret n°2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;*
- *Vu le décret n°2011-1552 du 15 novembre 2011 portant dispositions applicables aux agents non titulaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;*
- *Vu l'arrêté n°1085 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié relatif à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail dans la fonction publique des communes, des groupements de communes et de leurs établissements publics administratifs ;*
- *Vu l'arrêté n°1098 DIPAC du 5 juillet 2012 définissant la durée du service à temps partiel des agents non titulaires ;*
- *Vu l'avis favorable du comité technique paritaire en date du 28 novembre 2019 ;*
- *Où l'exposé du maire ;*

**Après en avoir délibéré en sa séance du 30/12/2019,**

**ADOpte :**

**Article 1 :** A compter du 1<sup>er</sup> xxx 2019, le temps partiel est instauré pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que pour les agents non titulaires de droit public employés depuis plus d'un an, selon les modalités exposées ci-dessous :

**Bénéficiaires**

Le temps partiel sur autorisation s'adresse aux fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi qu'aux agents non titulaires de droit public employés de manière continue depuis plus d'un an, à temps complet.

Le temps partiel de droit s'adresse aux fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi qu'aux agents non titulaires de droit public employés de manière continue depuis plus d'un an, à temps complet ou à temps non complet.

Les fonctionnaires stagiaires dont le statut prévoit l'accomplissement d'une période de stage dans un établissement de formation ou dont le stage comporte un enseignement professionnel ne peuvent être autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel pendant la durée du stage.

**Organisation du travail**

Le temps partiel sur autorisation ou de droit peut être organisé dans le cadre quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel.

### **Quotités**

Les quotités de temps partiel sur autorisation seront fixées au cas par cas entre 50% et 90% de la durée hebdomadaire du service d'un agent à temps plein.

Les quotités du temps partiel de droit sont fixées à 50, 60, 70 ou 80% de la durée hebdomadaire du service d'un agent à temps plein.

### **Demande de l'agent et durée de l'autorisation**

Les demandes doivent être formulées dans un délai de 2 mois avant le début de la période souhaitée.

La demande de l'agent devrait comporter la période, la quotité de temps partiel et l'organisation souhaitées sous réserve qu'elles soient compatibles avec les modalités retenues ainsi que l'organisation du travail souhaitée.

Les agents qui demandent à accomplir un temps partiel de droit pour raisons familiales devront présenter les justificatifs afférents aux motifs de leur demande.

La durée des autorisations sera comprise entre 6 mois à 1 an.

Cette autorisation sera renouvelable, pour la même durée, par tacite reconduction, dans la limite de trois ans. A l'issue de cette période de trois ans, le renouvellement devra faire l'objet d'une demande et d'une décision expresse.

La demande devra être déposée deux mois avant l'échéance.

### **Réintégration ou modification en cours de période**

La réintégration à temps plein peut intervenir avant l'expiration de la période en cours, sur demande des intéressés présentée au moins deux mois avant la date souhaitée.

Toutefois, la réintégration à temps plein peut intervenir sans délai en cas de motif grave, notamment en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement dans la situation familiale.

Les conditions d'exercice du temps partiel sur la période en cours pourront être modifiées sur la demande de l'agent ou de l'autorité territoriale dans un délai de deux mois.

Après réintégration à temps plein, une nouvelle autorisation d'exercice du travail à temps partiel ne sera accordée qu'après un délai de 6 mois.

### **Suspension du temps partiel**

Pendant la durée du congé de maternité ou d'adoption et pendant la durée d'une formation incompatible avec un service à temps partiel, le bénéfice d'un temps partiel sur autorisation ou de droit est suspendu.

**Article 2 :** Il appartiendra à l'autorité territoriale d'accorder les autorisations individuelles, en fonction des contraintes liées au fonctionnement des services, dans le respect des dispositions législatives, réglementaires et de la présente délibération.

**Article 3 :** Le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formée contre la présente décision, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :** La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit. Elle est transmise au Chef de la Subdivision administrative des Îles du Vent.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Pour copie conforme au registre des délibérations

  
Le Maire,  
Anthony JAMET

Le maire de la commune de Taiarapu-Est, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de l'acte transmis au Haut-commissaire de la République en Polynésie française le 03 JAN 2020.